

# Autorité, genre et expertise : le cas de l'assistance catholique à Montréal

Amélie Bourbeau

Volume 63, numéro 2-3, automne–hiver 2009–2010

Femmes, culture et pouvoir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044457ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/044457ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bourbeau, A. (2009). Autorité, genre et expertise : le cas de l'assistance catholique à Montréal. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 63(2-3), 331–360. <https://doi.org/10.7202/044457ar>

Résumé de l'article

Entre 1930 et 1970, les fédérations financières catholiques de Montréal, dirigées par des hommes d'affaires bénévoles des communautés francophone et anglophone, amassent les fonds nécessaires au travail des agences sociales de la métropole. Cet article explore les deux glissements d'autorité qui encadrent l'existence de ces fédérations, soit des femmes bénévoles de l'élite vers les hommes d'affaires, puis des hommes d'affaires vers les travailleurs sociaux masculins. Il démontre que ces glissements sont genrés, tout en dénotant des conceptions changeantes d'autorité et d'expertise à deux moments clés du xx<sup>e</sup> siècle, de l'apogée à la contestation de l'homme de l'organisation.

# Autorité, genre et expertise : le cas de l'assistance catholique à Montréal<sup>1</sup>

AMÉLIE BOURBEAU  
Département d'histoire  
Université Laurentienne

**RÉSUMÉ** • Entre 1930 et 1970, les fédérations financières catholiques de Montréal, dirigées par des hommes d'affaires bénévoles des communautés francophone et anglophone, amassent les fonds nécessaires au travail des agences sociales de la métropole. Cet article explore les deux glissements d'autorité qui encadrent l'existence de ces fédérations, soit des femmes bénévoles de l'élite vers les hommes d'affaires, puis des hommes d'affaires vers les travailleurs sociaux masculins. Il démontre que ces glissements sont genrés, tout en dénotant des conceptions changeantes d'autorité et d'expertise à deux moments clés du xx<sup>e</sup> siècle, de l'apogée à la contestation de l'homme de l'organisation.

**ABSTRACT** • Between the 1930s and the 1970s, the catholic financial federations of Montreal, the *Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises* and the Federation of Catholic Charities, managed by businessmen, raised the money needed by Francophone and Anglophone social agencies in order to pursue their work. This article explores two shifts

1. Cette recherche a bénéficié du soutien financier du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC), du Groupe d'histoire de Montréal – Montreal History Group et de la fondation Pointe-à-Callière/Pratt & Whitney Canada. Je remercie Harold Bérubé et Magda Fahrni pour leur lecture attentive des versions préliminaires de cet article, les organisateurs du colloque *Femmes, culture & pouvoir*, Catherine Ferland et Benoît Grenier, de même que Joanne Burgess, codirectrice de la recherche qui a mené à cet article. Je remercie enfin les évaluateurs anonymes de la *Revue*, pour leur lecture attentive et leurs commentaires judicieux. Cet article est en partie dérivé de ma thèse de doctorat, *La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais : la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises et la Federation of Catholic Charities, 1930-1972*, thèse de Ph.D. (histoire), Université du Québec à Montréal, 2009, 385 p.

in authority that bookend the existence of both federations, from elite volunteer women to businessmen, and from businessmen to male social workers. It shows how these shifts were gendered, and marked by changing ideas of authority and expertise during the 20<sup>th</sup> century.

**F**emmes bénévoles, hommes d'affaires et travailleurs sociaux : ces trois groupes marquent successivement l'évolution de l'assistance privée chez les catholiques montréalais entre les années 1930 et 1970, chacun jouant un rôle dans les deux glissements d'autorité qui encadrent la période. L'un, des femmes bénévoles de l'élite à des hommes d'affaires, semble être une éviction en bonne et due forme d'actrices traditionnelles de la charité. L'autre, des hommes d'affaires aux travailleurs sociaux (masculins), se joue plutôt comme un bras de fer à l'issue duquel on opère un nouveau partage des responsabilités. Il faut dire que la réorganisation de l'assistance privée, au xx<sup>e</sup> siècle, passe par les processus de bureaucratisation et de professionnalisation, incarnés par les hommes d'affaires et les travailleurs sociaux. Si le phénomène est assez répandu dans l'Amérique du Nord de la première moitié du siècle, il est aussi pétri de localismes, qui ont tant à voir avec l'histoire particulière des villes qu'avec la diversité des groupes confessionnels, linguistiques et ethniques qui les composent<sup>2</sup>. À Montréal, de manière peu surprenante, quatre communautés adoptent séparément les principes généraux de l'assistance privée moderne entre 1917<sup>3</sup> et 1932 : les juifs et les anglo-protestants fondent respectivement la Federation of Jewish Philanthropies et le Montreal Council of Social Agencies en 1917<sup>4</sup> ; les anglo-catholiques fondent la Federation of Catholic

2. Dorothy Brown et Elizabeth McKeown, *The Poor Belong to Us. Catholic Charities and American Welfare* (Cambridge, Harvard University Press, 1997), 284 p. ; Mary J. Oates, *The Catholic Philanthropic Tradition in America* (Bloomington, Indiana University Press, 1995), 231 p. ; Shirley Tillotson, *Contributing Citizens : Modern Charitable Fundraising and the Making of the Welfare State, 1920-1966* (Vancouver, University of British Columbia Press, 2008), 320 p. ; Gale Wills, *A Marriage of Convenience. Business and Social Work in Toronto, 1918-1957* (Toronto, University of Toronto Press, 1995), 256 p. ; Paula Maurutto, *Governing Charities. Church and State in Toronto's Catholic Archdiocese* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 2003), 194 p. ; Lucia Ferretti, « Caritas-Trois-Rivières (1954-1966), ou les difficultés de la charité catholique à l'époque de l'État providence », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58,2 (automne 2004) : 187-216.

3. La fondation de la Charity Organization Society (1900) est exclue car appartenant à un autre mouvement de rationalisation de l'assistance, qui prône la lutte au paupérisme par l'appel à la science – ou, à tout le moins, au détachement scientifique. Anne MacLennan, *Red Feather in Montreal : A History* (Montréal, Red Feather Foundation, 1996), 3-4.

4. Dans le cas des anglo-protestants, le MCSA remplira plutôt le rôle de coordination des agences et de planification sociale ; il faut attendre 1922 et la mise sur pied de la Family

Charities (FCC) en 1930 et les francophones catholiques, la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises (FOCCF) en 1932. Ces organismes ont pour objectif commun de regrouper des agences sociales afin de centraliser et d'améliorer leur financement et leur coordination. Ils ont aussi en commun le fait qu'ils séparent résolument les *pratiques* d'assistance de la *gestion* de l'assistance. Chez les catholiques montréalais, le projet démarre lentement, sous l'impulsion des femmes bénévoles de l'élite, avant que les fédérations comme telles soient placées sous le contrôle d'hommes d'affaires éminents. Ces hommes d'affaires participent ensuite activement à l'implantation du travail social professionnel chez les catholiques de Montréal durant les années 1950 et 1960, avant que leur autorité soit contestée par un groupe de jeunes travailleurs sociaux masculins, dans la deuxième moitié des *sixties*. Cette contestation mène, à court terme, à une redéfinition des notions de communauté, d'autorité et d'expertise.

Ces deux glissements d'autorité éclairent non seulement l'histoire de l'assistance catholique privée, ils permettent aussi de situer les cas à l'étude dans deux grandes questions historiographiques. L'une, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre au Québec et au Canada, est la question de l'éviction des femmes, surtout des femmes de l'élite, de lieux de pouvoir traditionnels<sup>5</sup>. L'autre est le triomphe, puis la contestation de «l'homme de l'organisation<sup>6</sup>», l'incarnation d'une certaine modernité masculine, une figure mise de l'avant par les travaux de William Whyte dès les années 1950 et réactualisée par des travaux historiens récents, particulièrement ceux de Christopher Dummitt<sup>7</sup>. Cet homme a une confiance inébranlable envers la technologie, la science, la raison, la gestion du risque. Il travaille dans un cadre bureaucratique qui sied à son statut d'expert, de professionnel.

Welfare Association pour que le financement devienne une activité distincte. Anne MacLennan, *ibid.*, 4.

5. Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles* (Montréal, Le Jour, éditeur, 1992), 182-183, 269, deuxième édition ; Denyse Baillargeon, «L'assistance maternelle de Montréal (1912-1961). Un exemple de la marginalisation des bénévoles dans le domaine des soins aux accouchées», *Dynamis*, 19 (1999) : 379-400 ; Aline Charles, *Quand devient-on vieille ? Femmes, âge et travail au Québec, 1940-1980* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007), 57-110 ; Aline Charles, *Travail d'Ombre et de Lumière. Le bénévolat féminin à l'Hôpital Sainte-Justine 1907-1960* (Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990), 127-154 ; Lionel-Henri Groulx et Charlotte Poirier, « Les pionnières en service social : nouveau métier féminin dans le champ de la philanthropie », *Service social*, 31,1 (1982) : 168-177.

6. Expression empruntée au sociologue américain William Whyte, *The Organization Man* (Garden City, Doubleday Anchor Books, 1957), 471 p.

7. Christopher Dummitt, *The Manly Modern : Masculinity in Postwar Canada* (Vancouver, University of British Columbia Press, 2007), 224 p.

Nous proposons d'explorer ces deux temps de la réorganisation de l'assistance chez les catholiques anglophones et francophones de Montréal : la marginalisation des femmes de l'élite par les hommes d'affaires et la contestation de la légitimité et de l'autorité des hommes d'affaires par des travailleurs sociaux masculins appartenant à la génération contestataire des années 1960. Dans les deux cas, les groupes contestés ont été victimes, en quelque sorte, de leurs propres initiatives. Cependant, alors que les femmes se trouvent évincées du leadership de l'assistance, les hommes d'affaires se voient plutôt obligés de partager leur autorité et leur leadership avec d'autres groupes, représentant des franges variées de leur communauté. Si le genre est une dimension importante de cette évolution, posant notamment la question de l'incompatibilité apparente de la modernité et des femmes<sup>8</sup>, les questions d'autorité, d'expertise et de leur légitimité sont au cœur de ces moments charnières de l'histoire de l'assistance catholique privée à Montréal.

#### **RATIONALISATION ET MASCULINISATION DE LA CHARITÉ (1900-1940)**

L'histoire de la réorganisation de l'assistance en Amérique du Nord se penche rarement sur le rôle qu'y ont joué, ou non, les bourgeoises philanthropes traditionnellement engagées dans toutes sortes d'entreprises caritatives, au moins depuis le xix<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>. Dans les cas à l'étude, cependant, les femmes ne sont pas absentes, ni invisibles avant la fondation des fédérations financières. Elles travaillent dans diverses œuvres, où les postes de gestion et de pratique s'entremêlent, et expriment ouvertement le désir et le besoin de réorganiser la charité pour la rendre plus efficace et mieux

8. La modernité est ici entendue dans un sens assez courant, comme un phénomène ayant marqué les xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles occidentaux, visible dans les processus d'industrialisation et d'urbanisation, dans une organisation bureaucratique. Au sujet du genre et de la modernité, voir Rita Felski, *The Gender of Modernity* (Cambridge, Harvard University Press, 1995), 247 p. Merci au Groupe d'histoire de Montréal pour les discussions sur la modernité tenues à l'hiver 2007.

9. Le mémoire de maîtrise d'Anne MacLennan est une exception à cet égard, alors qu'elle aborde le rôle des femmes de la bourgeoisie au sein du conseil d'administration du Montreal Council of Social Agencies durant les années 1930. Le cas américain est mieux connu. Par exemple, Ruth Crocker s'est penchée sur le rôle exceptionnel de Margaret Olivia Sage, veuve de Russell Sage, engagée dans la fondation du même nom. On ne dispose pas d'exemples similaires au Canada. Anne MacLennan, « Charity and Change: The Montreal Council of Social Agencies' Attempts to Deal with the Depression », mémoire de maîtrise (histoire), Université McGill, 1984, 255 p.; Ruth Crocker, « From Gift to Foundation: The Philanthropic Lives of Mrs. Russel Sage », dans Lawrence J. Friedman et Mark D. McGarvie, dir., *Charity, Philanthropy, and Civility in American History* (Cambridge, Cambridge University Press, 2003), 199-215; Regina Kunzel, « The Professionalization of Benevolence: Evangelicals and Social Workers in the Florence Crittenton Homes, 1915-1945 », *Journal of Social History*, 22,1 (1988): 21-43.

coordonnée à l'échelle du diocèse, un milieu jusqu'alors marqué par l'approche institutionnelle et religieuse de la charité, c'est-à-dire, la charité pratiquée *intra muros*, majoritairement par des membres du clergé, et marquée par les valeurs et la moralité catholiques traditionnelles.

Les agences sociales, ces organisations qui pratiquent l'assistance *extra muros* et qui sont dirigées, parfois par des membres du clergé, souvent par des laïques, sont plus répandues chez les anglo-protestants que chez les catholiques. Malgré l'influence certaine de l'encyclique *Rerum Novarum* sur de larges pans du diocèse de Montréal, les premières décennies du *xx<sup>e</sup>* siècle sont marquées par une instabilité impressionnante des agences sociales catholiques, plutôt que par une réforme en profondeur des pratiques d'assistance qui est amorcée depuis le tournant du siècle chez les anglo-protestants et les juifs.

Après la Première Guerre mondiale, un nombre grandissant d'agences sociales apparaissent, s'ajoutant au réseau institutionnel catholique. Cependant, peu d'entre elles dureront plus de quelques années. Aucune n'a laissé d'archives connues, leur trace ayant été préservée dans les quotidiens montréalais. Par exemple, *La Presse* du 6 juin 1923 rapporte la création de l'Association Catholique Féminine Incorporée, qui vise à «fonder des foyers pour les jeunes filles de Montréal». Les fondatrices, cinq jeunes femmes qui sont aussi directrices de l'œuvre, espèrent que leur association agira comme centre de logement, bureau de placement et de référence, club social et centre de services aux voyageuses et aux travailleuses. L'association refait surface dans le journal un an plus tard : elle semble alors tenir un certain nombre d'activités sociales. Après, plus rien<sup>10</sup>. Encore en 1932, lorsque Marie Gérin-Lajoie décrit le réseau de charité canadien-français à un public anglophone, elle peine à trouver des agences sociales et en vient à citer la Société Saint-Jean-Baptiste, les Cercles de fermières, l'École sociale populaire et les Semaines sociales du Canada<sup>11</sup>.

Malgré cette mouvance, quelques projets émergent avant les années 1930, montrant la volonté des femmes de l'élite francophone d'adopter de nouvelles manières de faire pour atténuer les inégalités sociales, notamment en coordonnant mieux les activités des acteurs en présence et en favorisant la collaboration. Ainsi, au moins à partir de 1918, les dirigeantes de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB) tentent de créer un

10. *La Presse*, 6 juin 1923, 7 juin 1924.

11. Sœur Marie Gérin-Lajoie, «Descriptive Sketch of Private Charities Among French-Canadians», *Child and Family Welfare*, VIII,2 (juillet 1932) : 31.

premier fichier central des œuvres chez les francophones, à la manière des Charity Organization Societies du début du siècle. Un tel fichier central a deux buts. D'une part, il répertorie les œuvres locales pour référer les gens dans le besoin au bon endroit. D'autre part, il enregistre les gens qui y ont fait appel, dans le but de détecter ceux qui abuseraient de la bonne volonté des philanthropes en sollicitant plusieurs organismes à la fois. Les agences qui participent au fichier central peuvent ainsi contacter les administrateurs pour mieux connaître les autres œuvres et faire une première enquête sur leurs bénéficiaires. En 1927, la FNSJB réussit à y faire participer quelques organismes seulement, et encore, des institutions hospitalières, comme l'Institut Bruchési, l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital Sainte-Justine<sup>12</sup>. À deux reprises, la Société de Saint-Vincent de Paul refuse de participer au projet, ce qui équivaut à condamner l'entreprise à l'échec, la SSVP étant l'agence sociale la plus importante de Montréal durant les années 1910 et 1920<sup>13</sup>.

Le fichier central de la FNSJB reste donc modeste, confiné au domaine hospitalier. Les dirigeantes de la Fédération ne sont cependant pas les seules femmes à tenter de transformer leur rôle traditionnel et de participer à la rationalisation de l'assistance. Les dirigeantes bénévoles de l'Assistance maternelle, qui offre des soins médicaux gratuits aux femmes enceintes, s'associent à d'autres groupes hygiénistes en 1928 pour fonder un organisme visant à centraliser la collecte de fonds nécessaires au fonctionnement de ses membres, la Fédération des Œuvres sociales de santé. Cette première expérience ne sera pas fructueuse et l'Assistance maternelle, seule organisation féminine de cette fédération, la quittera deux ans plus tard<sup>14</sup>.

Du côté anglophone, la situation est moins claire. La communauté a laissé, en effet, moins de traces documentaires que les catholiques fran-

12. Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Montréal (ci-après BAnQ-M), Fonds Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, P120/38 et P120/40-1, «Bureau central de renseignements» (Bobine 6832).

13. BAnQ-M, Fonds Société de Saint-Vincent de Paul, P61, S2, D1, «Livre des minutes du Conseil central de Montréal Date de fondation du 11 octobre 1911 au 28 mars 1927», réunions des 27 septembre 1918, 31 octobre 1927. La SSVP existe depuis 1848 à Montréal. Elle suit scrupuleusement les règles édictées par son fondateur français, Frédéric Ozanam. Si les dirigeants montréalais de l'organisation ne s'opposent pas à la rationalisation de la charité, ils ne veulent pas s'en mêler.

14. L'évolution de l'Assistance maternelle a été étudiée à fond par Denyse Baillargeon, particulièrement dans l'optique de la marginalisation des fondatrices et administratrices de l'œuvre face aux médecins, aux infirmières et aux hommes d'affaires de la FOCCF. Denyse Baillargeon, «L'assistance maternelle de Montréal...», *loc. cit.*, 379-400; voir aussi *Un Québec en mal d'enfants* (Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2004), 158-165.

cophones. Montréal compte environ 52 000 catholiques anglophones en 1931, soit 6 % de la population totale. La communauté achève alors une période d'expansion institutionnelle, avec Loyola College, indépendant depuis 1896, le Notre Dame Ladies' College, fondé en 1908, et surtout, la fondation de nouvelles paroisses, dont le nombre triple (de 5 à 17) entre 1900 et 1930<sup>15</sup>. Si la communauté est de taille comparable à la communauté juive de Montréal, les traces archivistiques des anglo-catholiques sont beaucoup plus discrètes<sup>16</sup>.

Malgré ces limites, on sait que deux organisations ont mobilisé les bénévoles montréalaises à partir de la Première Guerre mondiale, soit la Catholic Social Service Guild (CSSG, fondée vers 1915) et la Catholic Women's League (CWL, fondée en 1920). La CWL est un organisme national, créé à Montréal par Bellelles Guerin, sœur du médecin et maire de Montréal James Guerin, dans le but de servir l'Église, la famille et la communauté catholiques<sup>17</sup>. Bien que l'organisme encourage certaines agences sociales, comme des abris pour jeunes filles seules, la CWL n'est pas engagée dans l'assistance comme telle, ce en quoi elle rejoint la FNSJB. À Montréal, l'œuvre principale de la ligue est le Catholic Women's League Hostel, qui est tenu par une communauté religieuse, les Sisters of Service. Le lien entre les religieuses et la CWL s'estompe cependant au fil des ans. Dès 1939, l'agence change de nom pour devenir le Sisters of Service Residential Club for Girls et, dans son rapport annuel, les rôles de la CWL et de la communauté religieuse sont désormais inversés : les religieuses

15. *Le Canada Ecclésiastique* (Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, 1931), 272-298. À noter, la présence de 28 956 catholiques d'origines est-européenne, italienne, syrienne et chinoise. Timothy Patrick Slattery, *Loyola and Montreal, a History* (Montréal, Palm Publishers, 1962), 3-4; *Notre Dame Ladies' College Affiliated to Laval University. Department of Social Service and Study in Co-operation with the Loyola School of Sociology, 1918-1919*.

16. Ainsi, le journal anglo-catholique, *The Montreal Beacon*, paraît seulement une fois par semaine, à partir de 1930. Aucune série complète ne nous est parvenue et le journal a été absorbé, au début des années 1940, par le *Canadian Register*, publication anglo-catholique pancanadienne. Les archives des agences sociales retracées, incluant la Federation of Catholic Charities, n'ont pas été conservées ou ne sont pas accessibles au public, selon les cas. Les éditions du *Beacon* qui ont été microfilmées, le *Montreal Star*, un pamphlet publicitaire et les archives du Conseil canadien de développement social, conservées à Ottawa, ont été mises à profit pour contourner cette lacune majeure.

17. « La fondatrice d'une puissante ligue, décédée », *La Presse*, 29 janvier 1929, 4. Dans *La Bonne parole*, la CWL est décrite comme étant l'équivalent anglophone de la FNSJB, mais les informations disponibles à son sujet donnent à penser que la CWL est plus religieuse que la FNSJB, dont les préoccupations sociales et maternalistes sont vigoureusement mises de l'avant. Les archives de la CWL sont conservées par Bibliothèque et Archives Canada, mais contiennent peu de documents sur les activités de l'organisme durant la période à l'étude.



remercient la CWL pour son appui alors qu'en 1931, c'est la CWL qui était porte-parole de l'agence<sup>18</sup>. Au cours des années 1950, les liens avec la CWL semblent coupés et l'agence de protection des jeunes filles est complètement administrée par la communauté religieuse<sup>19</sup>.

La CSSG est une organisation différente, plus près des Charity Organization Societies du début du siècle. L'organisme sert essentiellement à accueillir des gens dans le besoin pour les orienter vers les agences et institutions appropriées<sup>20</sup>. L'âme de l'organisation, de sa fondation jusqu'au début des années 1940, est Lily E. F. Barry. Diplômée de McGill en 1892 à l'âge de 29 ans, Lily Barry s'est d'abord fait connaître comme journaliste au *Montreal Star*, en tant qu'éditrice de la page féminine et des enfants. Catholique engagée, elle publie un livre de pensées spirituelles en 1901. Durant la Première Guerre mondiale, elle se tourne vers le service social, travaillant pour la Croix-Rouge avant de s'investir dans la CSSG. Elle retourne aux études à l'âge de 53 ans, obtenant un diplôme en sociologie de l'Université Laval à Montréal en 1918<sup>21</sup>, ce qui lui permet de participer à la création, en octobre de cette même année, de la Loyola School of Sociology and Social Service, une école de service social hébergée à la fois par Loyola College et par Notre Dame Ladies' College<sup>22</sup>. L'école et la CSSG sont liées par les stages que les étudiantes réalisent en vue d'obtenir leur diplôme. Quant au bureau de direction, il est composé au tiers de femmes, dont lady Margaret Hingston, philanthrope et épouse

18. *Year Book of the Federation of Catholic Charities 1931*, 45-48; *Year Book of the Federation of Catholic Charities 1939*, 33-37.

19. *Year Book of the Federation of Catholic Charities 1949, 1950, 1957*.

20. *Montreal Daily Star*, 2 février 1925; 26 janvier 1926; Charlotte Whitton, *Social Welfare Services of the English Speaking Catholic Community of Montreal, 1930* (Montréal, The Catholic Community Council, 1930), 25.

21 La référence au cours de sociologie de l'Université de Montréal n'a pu être élucidée, comme l'École des sciences sociales, économiques et politiques n'est créée qu'en 1920. Lily Barry utilise cependant le titre et l'institution dans les notices qu'elle fait parvenir aux répertoires biographiques de l'époque.

22. Notre Dame Ladies' College Affiliated to Laval University. Department of Social Service and Study in Co-operation with the Loyola School of Sociology, 1918-1919, 6-7; The Biographical Society of Canada Ltd, *Prominent People of the Province of Quebec in Professional, Social and Business Life*, 1923-1924, Montréal, The Biographical Society of Canada Ltd; *Canada's Early Women Writers*, base de données disponible sur le site des bibliothèques de l'Université Simon Fraser; *Montreal Daily Star*, 4 octobre 1918; 9 août 1955; *La Bonne Parole* (octobre 1918): 14; (juin 1919): 15 (novembre 1920): 14. Au sujet de la Loyola School of Sociology and Social Service, voir Amélie Bourbeau, *La réorganisation de l'assistance...*, op. cit., 99-100. Lily Barry, tout comme Bellelle Guerin, sont restées célibataires et laïques, un trait qui semble plus courant chez les anglo-catholiques bénévoles que chez les francophones, qui sont généralement mariées.

du médecin et ex-maire de Montréal, William H. Hingston<sup>23</sup>. Les autres femmes bénévoles forment un petit groupe hétéroclite, où se mêlent les épouses d'administrateurs bénévoles, les étudiantes célibataires de la Loyola School of Sociology and Social Service et des veuves. Encore en 1941, cinq des onze membres du bureau de direction sont des femmes<sup>24</sup>. Mentionnons cependant qu'à partir de la fondation de la FCC, en 1930, la CSSG entame son déclin, sa raison d'être étant remise en cause dans la foulée de la réorganisation de l'assistance.

Bref, entre la fin de la Première Guerre mondiale et la crise des années 1930, des femmes de l'élite catholique montréalaise poursuivent à la fois un engagement qui s'approche de la tradition philanthropique féminine, au sein de la FNSJB et de la CWL, et un engagement dans des organismes qui visent à moderniser la charité, à la rendre plus rationnelle et efficace à travers l'adoption des principes du travail social professionnel et des pratiques de gestion issues du monde des affaires<sup>25</sup>. Dans le cas de la CSSG, elles collaborent déjà avec des hommes ayant une certaine expertise des affaires, que ce soit comme entrepreneurs ou comme cols blancs. Plusieurs courants se rencontrent pour stimuler le changement dans le domaine de l'assistance dans le premier tiers du siècle : une réalisation de l'ampleur des problèmes sociaux dans un monde industrialisé, les difficultés matérielles de l'Église catholique, la bureaucratisation et la professionnalisation de larges pans d'activités et l'influence du mouvement hygiéniste sur l'élite canadienne-française, particulièrement préoccupée par la mortalité infantile<sup>26</sup>. Cependant, alors que dans d'autres villes la modernisation de l'as-

23. Nous disposons d'informations complètes à ce sujet pour les années 1925 et 1926.

24. « Catholic Social Service Guild, Annual Meeting », *The Montreal Beacon*, 21 mars 1941, 8 ; *Lovell's Montreal Directory*, 1926.

25. On pourrait dire que cette tension entre tradition et modernité marque la première vague féministe, pétrie d'élitisme et de progressisme, de conformité avec les modèles passés et d'irrupsions dans l'espace public. Sur le maternalisme au Québec, voir Karine Hébert, « Une organisation maternaliste au Québec : la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52,3 (hiver 1999) : 315-344.

26. Sur ces questions, voir notamment Denyse Baillargeon, *Un Québec en mal d'enfants*, op. cit., chapitre 2 ; Michèle Dagenais, *Des pouvoirs et des hommes. L'administration municipale de Montréal, 1900-1940* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 2000), 204 p. ; Antonin Dupont, « Louis-Alexandre Taschereau et la législation sociale au Québec, 1920-1936 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26,3 (décembre 1972) : 397-426 ; Terry Copp, *The Anatomy of Poverty. The Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929* (Toronto, McClelland & Stewart, 1974), 192 p. ; Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec* (Montréal, Boréal, 1999), 203 p. ; Lionel-Henri Groulx, *Le travail social. Analyse et évolution débats et enjeux* (Laval, Éditions Agence d'ARC, 1993), 297 p. ; Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois*, III : *Le xx<sup>e</sup> siècle*, I : 1898-1940 (Montréal, Boréal, 1984), 507 p. ; Marie-Paule Malouin, *Entre le rêve et la réalité. Marie Gérin-Lajoie*

sistance débute dès la fin du *xix*<sup>e</sup> siècle, chez les catholiques de Montréal, il faut attendre les années 1930 pour que des gestes décisifs soient faits en vue de rationaliser la charité. Si le projet a de quoi plaire aux femmes de la bourgeoisie, il sonne cependant le glas de leur leadership dans le domaine de l'assistance.

En 1930, dans des circonstances qui ne sont que partiellement connues, le Catholic Community Council<sup>27</sup> mandate un comité pour piloter un projet de réorganisation de l'assistance chez les anglo-catholiques. Le comité est composé de neuf membres, soit quatre femmes, deux pères jésuites et trois hommes laïques. Les femmes appartiennent, selon les informations recueillies, à l'élite locale. Trois d'entre elles font aussi partie de la CWL. La plus illustre est l'honorable Marguerite Shaughnessy, fille célibataire du magnat du chemin de fer et d'une fondatrice de l'Hôpital St. Mary's de Montréal<sup>28</sup>.

Un des premiers gestes du comité est de confier à Charlotte Whitton, alors à la tête du Canadian Council on Child and Family Welfare<sup>29</sup>, la tâche de mener une enquête sur la communauté anglo-catholique de Montréal, en vue de fonder une fédération financière et d'assurer des services de qualité aux gens dans le besoin. Dans un rapport qui soulève les nombreuses lacunes du réseau caritatif anglo-catholique, Whitton jette les bases d'une fédération financière et des agences sociales principales, en accord avec les principes bureaucratiques et professionnels alors en vigueur. La Federation of Catholic Charities est rapidement fondée, avec un conseil d'administration composé d'entrepreneurs, de commerçants, d'hommes politiques et d'avocats. La FCC sera dirigée exclusivement par des hommes bénévoles jusqu'en 1969 – sans exclure les femmes formellement, en utilisant la charte de l'organisme par exemple, les dirigeants nomment strictement des hommes issus du groupe de commerçants et petits entrepreneurs (masculins) de la communauté. Le rôle des

*et l'histoire du Bon-Conseil* (Montréal, Bellarmin, 1998), 308 p.; Bernard L. Vigod, «Ideology and Institutions in Quebec: The Public Charities Controversy 1921-1926», *Histoire sociale/Social History*, XI,21 (mai 1978): 167-182.

27. On connaît peu de choses au sujet du Catholic Community Council, si ce n'est qu'il est formé dans le but précis de se pencher sur le réseau d'assistance anglo-catholique de Montréal et qu'il est composé de quelques membres du clergé, de femmes et d'hommes de l'élite de la communauté. Bibliothèque et Archives Canada (ci-après BAC), Fonds Canadian Council on Social Development (ci-après CCSD), MG28 I10, volume 235-4, Lettre de Joseph Fallon, s.j. à Charlotte Whitton, 10 mars 1930.

28. William Henry Atherton, *The Storied Province of Quebec Past and Present* (Toronto, The Dominion Publishing Company, 1932), III: 176.

29. Nom du Conseil canadien de développement social/Canadian Council on Social Development de 1931 à 1935.

femmes bénévoles sera limité à la collecte de fonds lors des campagnes annuelles<sup>30</sup>.

Puis, en 1932, la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises, ou FOCCF, est mise sur pied par un groupe d'hommes d'affaires, réunis au Club Saint-Denis<sup>31</sup>. Le ton est donné : l'initiative est lancée à partir d'un lieu empreint de masculinité, lors d'un événement auquel aucune femme n'assiste. Au-delà de la symbolique du lieu, le projet des hommes d'affaires est conçu de manière à écarter la participation féminine. Ils souhaitent en effet utiliser leurs compétences en tant qu'hommes d'affaires pour réformer la charité, améliorer son financement et ses pratiques pour la rendre plus efficace : «[...] ces messieurs se déclarent prêts à assumer la lourde responsabilité de la conduite des campagnes annuelles de souscriptions à la condition d'avoir le privilège de faire l'examen des budgets des œuvres, d'établir l'objectif des campagnes ainsi que de pourvoir à la distribution aux œuvres des sommes perçues<sup>32</sup>». Ajoutons à ces motivations le désir avoué de montrer aux anglo-protestants et aux juifs de Montréal que les Canadiens français sont capables de faire aussi bien qu'eux : le nationalisme est plus explicite, dans leur discours fondateur, que le besoin d'alléger les effets de la pauvreté des Canadiens français. Leur nationalisme s'exprime différemment de celui des médecins hygiénistes, cependant : plutôt que d'être tourné vers la préservation de la collectivité canadienne-française, c'est un nationalisme qui vise à mettre la collectivité sur un pied d'égalité avec celles qui l'entourent, réputées pour leur efficacité et leur richesse<sup>33</sup>.

30. Même ce rôle est limité chez les anglo-catholiques, toutes les paroisses n'ayant pas un comité féminin. *Year Book of the Federation of Catholic Charities* 1939, 13.

31. L'initiative est lancée alors que des représentants de la Fédération des Œuvres sociales de santé, qui existe depuis 1928 et vise à coordonner le financement d'œuvres surtout sanitaires, rencontrent des hommes d'affaires au Club Saint-Denis dans le but de solliciter leur aide et se voient proposer un projet complètement différent. À la différence de ce qu'avance Lionel-Henri Groulx, l'archevêché n'est pas engagé, à ce moment, dans l'entreprise, mais son appui sera rapidement sollicité et obtenu. Lionel-Henri Groulx, « De la vocation féminine à l'expertise féministe : essai sur l'évolution du service social au Québec (1939-1990) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 49,3 (décembre 1996) : 360 ; Montréal, Archives de Centraide (ci-après AC), Fonds Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises F03 (ci-après FOCCF), boîte 69, chemise 816, Fédération des Œuvres sociales de santé, 25 novembre 1932 ; chemise 817, Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises, janvier 1933.

32. AC, Fonds FOCCF, boîte 69, chemise 816, Fédération des Œuvres sociales de santé, 25 novembre 1932.

33. Denyse Baillargeon, « L'assistance maternelle de Montréal... », *op. cit.*, 63-92 ; AC, Fonds FOCCF, boîte 69, chemise 816, Fédération des Œuvres sociales de santé, 25 novembre 1932. M<sup>re</sup> Gauthier participe aussi à cette rhétorique dans les premiers messages publics qu'il diffuse en soutien à la nouvelle Fédération. BANQ-M, Fonds Société Saint-Jean-Baptiste, P82/34-276, bobine 7997, document 00784, Publicité : « Le devoir de charité n'a jamais été plus urgent », 1933.

Au-delà des discours des hommes d'affaires, qui en eux-mêmes marquent une certaine masculinisation de l'assistance, la réorganisation de l'assistance mène à l'éclipse des femmes de la bourgeoisie du leadership de la charité. Elles ne disparaissent pas entièrement, mais elles ne sont plus le visage et la voix publics de la charité. Chez les francophones, deux femmes font partie du conseil d'administration en tout temps, mais leur rôle y est modeste. Le rôle des fédérations financières est un rôle de gestion – les femmes sont surtout présentes durant les campagnes de financement, des bénévoles fiables et nombreuses. Mais les modes de financement ont changé aussi, de méthodes ancrées dans une sociabilité de bon aloi à des méthodes systématiques, où l'on arpente chaque rue, école, bureau, usine et église de la ville pour amasser des dons<sup>34</sup>.

On n'assiste pas seulement à l'éclipse des femmes, mais aussi au rejet des comportements associés à une classe sociale. Les femmes issues de la bourgeoisie, par leur travail dans les milieux caritatifs, rehaussaient leur prestige tout en accomplissant un devoir lié à leur appartenance de classe et de religion. Il suffit de lire leurs publications et leurs écrits personnels pour voir que les Canadiennes françaises de l'élite partageaient les valeurs des bourgeoisies occidentales à cet égard<sup>35</sup>. À partir de la fondation des fédérations financières, ce rôle perd de sa valeur : toutes les femmes bénévoles ne disparaissent pas du milieu, mais leur rôle est désormais limité et le prestige tiré du travail public de la charité (collecte de fonds, éducation populaire) leur est retiré<sup>36</sup>. Alors qu'elles étaient relativement autonomes dans ce

34. Encore à la fin des années 1920, les parties de carte, kermesses, «tag days» et bals de charité étaient courants. Un des objectifs de la réorganisation de l'assistance est de maximiser les fonds amassés en cessant de tenir ces événements parfois coûteux. *La Presse*, 25 octobre 1921, 7, «Kermesse de charité»; 23 septembre 1922, «De nombreuses plaintes parviennent à la police contre les jeux de hasard qui font fureur partout aux fêtes de charité»; 30 mai 1924, «Une belle œuvre sociale»; *The Montreal Daily Star*, 11 octobre 1921, 9, «Arrangements Made for Tag Day on Oct. 13»; 30 septembre 1922, 6, «Catholic Social Service Tag Day».

35. Voir, par exemple, les journaux intimes d'Henriette Dessaulles et de Joséphine Marchand, de même que la chronique «Nos œuvres» de *La Bonne parole*. Du côté des anglophones, les hommages rendus à Bellelle Guerin et à Margaret Robinson à leur mort, en 1929 et en 1935, font état de ces mêmes valeurs. Henriette Dessaulles, *Journal, Premier cahier 1874-1876* (Montréal, Bibliothèque québécoise, 1999); Joséphine Marchand, *Journal intime 1879-1900* (Lachine, Éditions de la Pleine lune, 2000); Kathleen D. McCarthy, «Parallel Power Structures: Women and the Voluntary Sphere», dans Kathleen D. McCarthy, dir., *Lady Bountiful Revisited. Women, Philanthropy, and Power* (New Brunswick et Londres, Rutgers University Press, 1990), 1-31; Michelle Perrot, «Caroline retrouvée», dans *Les femmes ou les silences de l'histoire* (Paris, Flammarion, 1998), 93.

36. Si les femmes participent activement aux campagnes de financement et sont remerciées annuellement pour leurs services, c'est le président de la campagne, toujours un homme, qui reçoit la plus grande part des éloges en tant qu'organisateur et chef de file.

domaine d'activités, elles sont désormais subordonnées aux dirigeants des fédérations financières qui, eux, tirent leur légitimité de leur expertise et de leur prestige. Même dans leur travail caritatif direct, on les retrouve surtout dans des organismes traditionnels, comme la Société de Saint-Vincent de Paul féminine (SSVP-F), fondée en 1938 pour administrer un vestiaire des pauvres. Quelques femmes bénévoles, veuves ou célibataires, s'occupent de recueillir, nettoyer et raccommorder des vêtements usagés pour les vendre à bas prix à des familles pauvres. Lorsque la fondatrice prend sa retraite, à la fin des années 1960, c'est au tour de la Fédération des Œuvres de lui offrir une forme de charité, en l'autorisant à occuper les locaux de la SSVP-F gratuitement jusqu'à la fin de sa vie<sup>37</sup>.

À l'époque, ce « changement de garde » ne semble pas avoir soulevé de vagues. Ce silence a de quoi surprendre, compte tenu, d'une part, de l'importance traditionnelle du rôle des femmes bénévoles dans la charité et, d'autre part, des quelques tentatives féminines de mieux coordonner les activités caritatives, dont leur financement, dans le premier tiers du xx<sup>e</sup> siècle. Les quelques voix féminines qui se sont élevées à l'époque ont remercié les hommes d'affaires, versés dans le monde de la haute finance, des assurances, du commerce et de l'industrie, de bien vouloir prêter leurs compétences particulières à la charité. Cette réaction est peu surprenante, quand on sait qu'elles ont elles-mêmes souhaité cet engagement, mais le mystère persiste quant à savoir ce qu'elles ont pensé de leur éviction. Elles se retirent du champ – grâce aux études à ce sujet, on sait que les travailleuses sociales qui les remplacent sont issues d'un autre milieu, plus modeste<sup>38</sup>.

Une question reste à élucider : où vont ces femmes, que font-elles à partir des années 1930 ? La FNSJB a perdu de son dynamisme, la CWL ralentit ses activités publiques et, on l'a vu, s'éloigne d'une de ses œuvres. Le repli des élites sur les banlieues aurait-il contribué à la sortie de scène de l'élite féminine montréalaise, désormais occupée à agir sur un nouveau milieu ? Ou encore, ces femmes ont-elles changé leur rayon d'action, offrant leurs services bénévoles et leur renom à d'autres causes, comme

37. AC, Fonds FOCCF, boîte 44, chemise 677, Société Saint-Vincent de Paul, « Compte rendu d'une rencontre à la Société Saint-Vincent-de-Paul [sic] Féminine, 952 rue Cherrier, Montréal, le lundi 9 septembre 1968 à 16:30 heures », 12 septembre 1968 ; Noël Perrault, directeur du service de la comptabilité, « Rapport concernant la situation financière de madame Germain Parrot », 4 juillet 1969.

38. L.-H. Groulx, *Le travail social...*, op. cit. ; Denyse Baillargeon, Amélie Bourbeau et Gilles Rondeau, « Motivation et formation des travailleurs sociaux francophones : quelques parcours pionniers (1942-1961) ». *Intervention*, 125 (décembre 2006) : 169-179.

la culture? Au-delà de ces questions, une conclusion s'impose. Le genre ne suffit pas pour expliquer entièrement la marginalisation des femmes de l'élite dans l'assistance privée. La classe sociale est un autre facteur qui entre en jeu dans cette transition, alors que les valeurs associées à une certaine élite sont mises à mal par les valeurs associées à l'efficacité, à la rationalité, à la bureaucratie et à l'expertise<sup>39</sup>. Ces deux catégories continuent à jouer trente ans après la fondation des fédérations, alors que les hommes d'affaires qui lancent les fédérations financières voient leur autorité contestée par des professionnels du travail social.

### **LES HOMMES D'AFFAIRES, D'EXPERTS BÉNÉVOLES À PHILANTHROPIES PATERNALISTES**

Les premières décennies des fédérations financières voient leurs dirigeants bénévoles occupés à plusieurs tâches simultanément : le financement d'agences sociales, la mise sur pied et la supervision d'agences anciennes et nouvelles, l'implantation de l'École de service social de Montréal<sup>40</sup>, la surveillance d'un État qui prend de plus en plus de place, la gestion de problèmes sociaux qui changent constamment, entre la crise des années 1930, la Deuxième Guerre mondiale et la prospérité parfois trompeuse des années 1950. Dans les deux cas, on assiste à une croissance presque continue des réseaux de charité privés, tant en nombre d'agences qu'en dons amassés chaque année. Si la situation est plus difficile chez les anglo-catholiques, elle est loin d'être désespérée. De 1930 à 1950, la FCC atteint constamment ses objectifs de campagne, qui passent de 75 000\$ en 1930 à 310 000\$ en 1950, puis à 840 000\$ en 1965. Par la suite, les succès seront moins fréquents. Du côté de la FOCCF, les objectifs de campagne passent de 140 000\$ en 1933 à 1 150 000\$ en 1950, puis à 2 565 000\$ en 1965. Les campagnes de financement sont réussies chaque année durant cette période, sauf quatre (presque toutes durant la Dépression)<sup>41</sup>.

Les deux fédérations choisissent des modes de fonctionnement bureaucratiques, même si on note des différences d'échelle entre les deux com-

39. Denyse Baillargeon observe une transition similaire dans son étude de l'assistance maternelle, alors que les dirigeantes bénévoles de l'agence sociale sont progressivement (et parfois agressivement) remplacées par des administrateurs et par des infirmières.

40. Fait rarement évoqué, l'École de service social reçoit du financement de la FOCCF et de la FCC et offre des cours en français et en anglais jusqu'à tard dans les années 1950.

41. *Year Book of the Federation of Catholic Charities*, 1931, 1950; BAC, Fonds William A. Dyson, MG31-E75 (ci-après Fonds Dyson), volume 11, dossier 11-14, « Thirty Fifth Annual Meeting », 28 avril 1966; AC, Fonds FOCCF, boîte 69, chemise 817, Conseil d'administration – FOCCF, 1932-1940; *La Presse*, 1952-1967 et *La Patrie*, 1952-1967.



munautés. Le type d'organisation ressemble à celui que les dirigeants bénévoles connaissent dans leurs milieux de travail respectifs : entreprises et commerces de moyenne envergure chez les anglophones, banques, compagnies d'assurances et de chemins de fer, manufactures chez les francophones<sup>42</sup>. Comme c'était le cas avec les bénévoles féminines du début du siècle, les hommes d'affaires fournissent à la charité des compétences acquises ailleurs, de même que leur renom, tiré à la fois de leur statut social et de leurs accomplissements professionnels. À la différence de leurs prédécesseurs, cependant, ils ne combinent pas cette expertise avec un engagement dans les pratiques d'assistance, désormais confiées à d'autres experts, les travailleurs sociaux et travailleuses sociales<sup>43</sup>.

Malgré les accomplissements des hommes d'affaires qui se succèdent, durant trois décennies, à la tête des fédérations financières, leur autorité n'est pas absolue et ils n'échappent pas aux critiques. Dès le début des années 1950, des fissures paraissent à la FCC, alors que des travailleurs sociaux commencent à y travailler comme gestionnaires. À la FOCCF, l'autorité des hommes d'affaires est contestée par les bénévoles de la SSVP, qui voient d'un mauvais œil des méthodes bureaucratiques d'affaires s'imposer à la charité<sup>44</sup>. Cependant, dans les deux communautés, il faut attendre les années 1960 pour que ces tensions larvées se fassent jour. On assiste alors à un nouveau transfert d'autorité dans le monde de l'assistance, encore une fois basé sur une conception différente de l'expertise. Cette conception nouvelle s'inscrit dans un courant plus large d'opposi-

42. Ces renseignements généraux sont tirés d'une grande variété de sources, en premier lieu, les rapports annuels des fédérations à l'étude, puis des répertoires comme *Biographies canadiennes-françaises* et l'annuaire *Lovell's* pour déterminer l'occupation principale des membres des conseils d'administration des fédérations financières des années 1930 à 1950. L'espace restreint nous empêche de donner plus de détails, qui sont cependant disponibles dans Bourbeau, *La réorganisation de l'assistance...*, *op. cit.*, 112 et ss.

43. La FCC embauche un travailleur social canadien mais pratiquant aux États-Unis dès la fin de 1930, mais il quitte son poste, dans des circonstances inconnues, dès 1934. Du côté francophone, il faut attendre 1938 pour que le père Lucien Desmarais soit nommé directeur du Conseil des Œuvres, immédiatement après avoir obtenu son diplôme en service social de l'Université catholique de Washington. BAC, Fonds CCSD, vol. 235-8, Télégramme de Charlotte Whitton à Kenneth Cook, 22 février 1931. Sur les débuts du travail social à Montréal, voir L.-H. Groulx, *Le travail social...*, *op. cit.* ; D. Baillargeon, A. Bourbeau et G. Rondeau, « Motivation et formation... », *loc. cit.*

44. Les membres de la SSVP éprouvent des difficultés à accepter les nouvelles manières de faire la charité et se joignent à la FOCCF seulement lorsque l'archevêque leur en fait la demande, en 1934. Des tensions font surface de manière épisodique au cours des décennies qui suivent. Par exemple : BAnQ-M, Fonds SSVP, P61, S2, D1, Livre des minutes du Conseil central de Montréal du 28 février 1938 au 24 septembre 1945, réunions du 30 octobre 1939, du 27 novembre 1939, du 10 décembre 1939.



tion entre deux types de masculinité, l'une, celle de l'homme de l'organisation, jugée périmée, paternaliste et antidémocratique par l'autre, celle des contestataires des années 1960, à la recherche d'une plus grande démocratie participative, d'une inclusion réelle de toutes les franges de la communauté dans les instances qui les préoccupent<sup>45</sup>.

Au tournant des années 1950 et 1960, un groupe de travailleurs sociaux émerge chez les catholiques montréalais : des hommes laïques, jusque-là rares et discrets, prennent la tête d'agences clés en tant que gestionnaires, incluant les fédérations financières elles-mêmes (en 1964 chez les francophones, en 1966 chez les anglophones). Beaucoup moins nombreux que leurs collègues féminines, ils occupent la quasi-totalité des postes de direction, ayant orienté leurs études de manière à apprendre la gestion des services d'assistance autant, sinon plus, que les pratiques du travail social<sup>46</sup>. Ces hommes partagent une certaine vision du travail social qui ne correspond pas toujours à celle de l'ensemble du groupe. Précisons que l'assistance non institutionnelle représente toujours, durant les années 1960, un pan modeste de l'appareil catholique québécois. De plus, en tant qu'hommes et gestionnaires, ces travailleurs sociaux sont doublement minoritaires au sein d'une profession surtout féminine et axée sur la pratique. Plus bruyants que leurs collègues féminines praticiennes, ces hommes disposent aussi d'un plus grand pouvoir d'action, limité cependant par leurs patrons : d'abord, des hommes d'affaires, puis éventuellement, l'État québécois. À la demande des hommes d'affaires qui dirigent les fédérations, ils évaluent la qualité des services offerts à leur communauté respective et entament des réformes pour combler de nouveaux besoins et implanter de nouvelles pratiques. À terme, cette démarche venue « d'en haut » causera la contestation de l'autorité des hommes d'affaires. Chez les anglophones, cela se fera publiquement, en 1969, mais les tensions croissent depuis un certain temps déjà.

En 1961, puis en 1965, les dirigeants de la Federation of Catholic Charities font appel à des agences externes pour évaluer, d'abord la gestion interne de la FCC, puis l'ensemble du réseau d'assistance anglo-

45. C. Dummitt, *The Manly Modern...*, op. cit., 140-146.

46. L.-H. Groulx, *Le travail social...*, op. cit. Une consultation des titres des mémoires en service social déposés à l'Université de Montréal est très instructive à cet égard. Voir, par exemple : Aubert Ouellet, *Étude des deux principaux rôles d'autorité dans l'agence du service social [sic] : étude du consensus existant entre les directeurs généraux et les membres des conseils d'administration de onze agences sociales montréalaises, affiliées à la Fédération des œuvres de charité canadienne-française [sic], sur la définition des deux principaux rôles d'autorité dans l'agence du service social*, mémoire de maîtrise (service social), Université de Montréal, 1967, 155 f.

catholique de Montréal, la répétition, en quelque sorte, de l'enquête confiée à Charlotte Whitton en 1930<sup>47</sup>. Ces enquêtes révèlent une organisation qui s'est détachée de la base communautaire et des dirigeants bénévoles qui exercent un pouvoir démesuré. La première enquête est confiée au *Canadian Welfare Council*, qui mandate William Dyson et George Hart<sup>48</sup> pour procéder à l'enquête et rédiger le rapport.

Le rapport souligne les lacunes de l'organisation et de l'administration internes de la FCC et propose une série de recommandations pour en améliorer le fonctionnement. Le rapport contient aussi des sections au sujet des liens entretenus avec la communauté. Tout d'abord, les enquêteurs notent que la FCC est absente des médias à l'exception des semaines de campagne, en octobre<sup>49</sup>. Il est donc recommandé à la FCC de se rapprocher des membres donateurs de sa communauté par de meilleures relations publiques. Par ailleurs, le rapport note le manque de communication entre la FCC et ses agences, de même que l'absence de participation de ces dernières aux décisions qui les affectent. Il faut ajouter à cela un manque de communication entre les agences<sup>50</sup>. Finalement, on note aussi des problèmes au niveau du bénévolat. Non seulement il constitue une pratique très peu répandue dans le réseau, mais il n'est pas encouragé par la FCC.

47. BAC, fonds CCSD, vol. 235, dossier 235-13, Montreal Federation of Catholic Charities (Survey report) 1961. William A. Dyson et G. E. Hart, Community Funds and Councils Division, « Confidential Survey Report on the Federation of Catholic Charities, Inc. of Montreal », Ottawa, Canadian Welfare Council, September 1961 ; BAC, Fonds Dyson, volume 14, dossier 14-9, National Study Service, *Social Services for English-Speaking Catholics in Montreal*, 1965.

48. Ces hommes représentent bien le groupe des travailleurs sociaux gestionnaires mentionné plus haut. Né à Montréal en 1929, William Dyson a complété sa formation en service social à l'Université de Montréal en 1952 et a commencé sa carrière comme adjoint au directeur général de la FCC (1952-1954). Il poursuit ensuite sa carrière au Conseil canadien du bien-être social (CCBES), à Ottawa, et complète un doctorat à Brandeis University, aux États-Unis, avant de revenir à Montréal en tant que directeur de la FCC (1966-1969). Il sera par la suite haut fonctionnaire fédéral, notamment aux Affaires indiennes et du nord. Travailleur social, George Hart a travaillé à Halifax et à Ottawa, au CCBES, durant les années 1950. En 1962, il est embauché par les *United Red Feather Services* et le *Montreal Council of Social Agencies*, avant d'être prêté par ces organismes à la Campagne Unie du Grand Montréal, en 1964. Il quitte Montréal en 1971 pour travailler à Toronto, au sein du *Social Planning Council of Metropolitan Toronto*. BAC, Fonds Dyson, voir la « Biographie/histoire administrative » qui accompagne la description électronique du fonds, sur <http://collectionscanada.gc.ca> ; courriel de George Hart à Amélie Bourbeau, 2 avril 2007 ; voir aussi S. Tillotson, *op. cit.*

49. BAC, fonds CCSD, volume 235, dossier 235-13, Montreal Federation of Catholic Charities (Survey Report) 1961. W. A. Dyson et G. E. Hart, *Confidential Survey Report on the Federation of Catholic Charities, Inc. of Montreal* (septembre 1961) : 57-58, (ci-après W. A. Dyson et G. E. Hart, *Confidential Survey Report*).

50. *Ibid.*, 72 et ss.

À l'opposé, les auteurs du rapport font la promotion du bénévolat comme moyen de resserrer les liens communautaires, de renforcer la démocratie et d'économiser, tout en étant une manifestation de l'obligation spirituelle et sociale d'aider son prochain. Le bénévolat pourrait être encouragé à travers l'entretien de contacts avec le clergé, les leaders de la communauté anglo-catholique (hommes et femmes), les écoles et les diverses associations en présence<sup>51</sup>. À ce sujet, les auteurs concluent : « The Federation is accepted within its own community but it is hard to measure the degree of understanding and active goodwill that exists there. It is our assumption that there is a heavy reservoir which could yet be tapped<sup>52</sup>. »

L'image de la FCC qui se dégage du rapport de 1961 est celle d'une organisation qui fonctionne de manière autoritaire envers ses agences et qui s'est détachée de sa base communautaire. Le rapport donne à penser que les membres du conseil d'administration y travaillent comme dans une entreprise privée, sans rendre de comptes aux investisseurs autrement que par un rapport annuel, ou demander l'avis de ses employés et clients avant de prendre des décisions à leur égard. Les auteurs du rapport ne semblent toutefois pas pessimistes, et les solutions qu'ils proposent sont, à première vue, aisées à appliquer.

L'enquête de 1965 est commandée au National Study Service (NSS), firme américaine de consultation spécialisée dans le domaine des services sociaux. Le mandat est vaste : étudier la Federation of Catholic Charities et ses membres sous tous les aspects, soit leur rôle, leur mode de fonctionnement, leur raison d'être, leurs liens entre elles, avec l'État, avec les autres communautés montréalaises<sup>53</sup>. Les besoins de la communauté ne sont pas inclus, seulement les agences et la FCC. Les auteurs du rapport font leur possible pour atténuer la critique, mais il semble y avoir bien peu d'éléments à sauver dans le réseau anglo-catholique : l'organisation interne de la FCC, l'organisation et la mission d'une partie de ses agences sont à réformer ; d'autres agences sont à éliminer ; certains services sont à laisser au gouvernement provincial. Comme il est indiqué dans la lettre de présentation du rapport :

51. *Ibid.*, 74-76. Notons que ces passages contredisent l'analyse de Francis Kun Suk Han, qui affirme que le rapport ne reconnaît pas l'importance et le rôle des bénévoles. Francis Kun Suk Han, « A Catholic Communal Welfare Institution in a Changing Society. Montreal, 1931-1986 », thèse de doctorat (religion), Université Concordia, 1987, 182.

52. BAC, fonds CCSD, volume 235, dossier 235-13, Montreal Federation of Catholic Charities (Survey Report) 1961. W. A. Dyson et G. E. Hart, *Confidential Survey Report*, 76.

53. BAC, Fonds Dyson, volume 14, dossier 14-9, National Study Service (ci-après NSS), « Social Services for English-speaking Catholics in Montreal », 1965, i-ii.

The English-speaking Catholic leadership of Montreal is justly proud of its many distinctive achievements of the past in providing services for its people. [...] However, as we all know, to simply glory in past achievements is not enough as one faces the future. National Study Service has concluded, on the basis of an impressive weight of evidence, that the Federation has reached a point where it should make a number of changes and has so recommended [...] <sup>54</sup>

À cause de leur mauvaise organisation et du manque de professionnels dans le réseau, les agences anglo-catholiques n'ont pas une bonne réputation à Montréal <sup>55</sup>.

On note enfin l'absence de l'animation sociale comme méthode d'intervention. Le rapport du NSS note que les anglo-catholiques ont surtout recours au *casework*, au placement en institution et à la séparation des enfants et des parents comme solutions à certains problèmes sociaux. Les auteurs expriment de la surprise, alors que les bienfaits de l'unité familiale ont été démontrés depuis quelques décennies déjà, particulièrement en milieu anglo-saxon. Le rapport suggère à quelques reprises d'implanter l'animation sociale chez les anglo-catholiques, notamment pour mettre à jour les connaissances des agences et de la FCC au sujet des besoins de leur communauté <sup>56</sup>.

L'heure est donc grave chez les anglo-catholiques au milieu des années 1960. La réaction du conseil d'administration au rapport du NSS ne se fait pas longtemps attendre : William Dyson est embauché comme directeur général de la FCC, et trois autres travailleurs sociaux professionnels laïques sont nommés à la tête des principales agences. On procède à la réorganisation du Catholic Welfare Bureau, pour bien distinguer les différentes facettes de son action. Le conseil d'administration confie la tâche de rénover le réseau aux quatre nouveaux employés. Puis, au bout de plusieurs mois, les réformes s'arrêtent net – tant les recommandations de 1961 que celles de 1965 sont, par la suite, ignorées, surtout en ce qui concerne la réforme du conseil d'administration et de l'organisation interne de la FCC. Le conseil d'administration va plus loin encore, en refusant de rendre publiques les conclusions de l'enquête du NSS <sup>57</sup>.

54. BAC, Fonds Dyson, volume 14, dossier 14-9, lettre de Maurice O. Hunt (directeur du NSS) à Richard F. Walsh (président de la FCC), janvier 1966.

55. BAC, Fonds Dyson, volume 14, dossier 14-9, NSS, « Social Services for English-speaking Catholics in Montreal, part 2, section 1, Catholic Welfare Bureau », 15-16.

56. *Ibid.*, 61. Le rapport ne s'intéresse pas au problème de la délinquance juvénile, mais à des problèmes comme l'absence d'un des parents et la pauvreté.

57. BAC, Fonds Dyson, volume 14, dossier 11-14, Lettre de W. A. Dyson à J. G. Fisher, 13 mars 1969.

La situation est des plus frustrantes pour les travailleurs sociaux qui ont été embauchés avec le mandat de réformer le réseau d'assistance anglo-catholique dans le sens suggéré par les rapports d'enquête. Les communications entre eux et le conseil d'administration sont presque inexistantes et les tensions montent, particulièrement entre William Dyson et ses patrons<sup>58</sup>. Dès 1966, Dyson semble réaliser dans quoi il s'est engagé lorsqu'il écrit, dans un brouillon de lettre au président de la fédération : « You've made a bad mistake if you think an ex[ecutive] dir[ector] is only someone to sit within chair [*sic*] for at least 35 hrs a week. You did not hire me for my time primarily [...]. Your board is out of control<sup>59</sup>. » Un rapport interne sur les services à la jeunesse, en 1968, reprend les recommandations du NSS de 1965, à quelques nuances près<sup>60</sup> – c'est dire que les choses ont peu changé en trois ans. Plus que jamais, il apparaît que les membres du conseil d'administration résistent à l'ouverture de la Federation of Catholic Charities à toute intervention qu'ils considèrent extérieure, à commencer par celle de leurs propres employés.

La situation évolue rapidement à partir du printemps 1969. Des querelles opposent certains directeurs d'agences au conseil d'administration de la FCC, notamment au sujet des requêtes administratives pointilleuses de ce dernier<sup>61</sup> et de son refus d'ouvrir le processus de prise de décision du conseil d'administration, même si, par exemple, la présence du directeur général aux réunions de cette instance est prescrite dans la charte de la Federation. La question des réformes encore à implanter à la FCC, particulièrement au conseil d'administration, de même que ses liens avec la communauté, sont à l'ordre du jour : « FCC is not a privately owned corp[oration], not the property of the B[oard], the Pres[ident], of Ex[ecutive] Dir[ector]. It is a community enterprise, responsible + accountable to it; as the [1965] survey said, FCC has not acted so<sup>62</sup> », note Dyson.

58. Par exemple, BAC, Fonds Dyson, volume 14, dossier 11-14, Lettre de W. A. Dyson à J. G. Fisher, 13 mars 1969.

59. BAC, Fonds Dyson, volume 11-16, « To Doyle », 6 décembre 1966 (notes manuscrites). Nous ne savons pas si la lettre a effectivement été envoyée.

60. BAC, Fonds Dyson, volume 14-8, « Report of the Technical Advisory Committee on Services to Children and Youth », août 1968, iii.

61. BAC, Fonds Dyson, volume 11-16, Mémo de William Dyson et réponse de Hennessey et J. R. Walker, 14 avril 1969. Un membre du conseil d'administration exige, sans justification, des rapports sur les déplacements des directeurs d'agence. Comme l'écrit John Walker : « I think this is an insult to my professional background and if I may I would like to tell Mr. Adderley. »

62. BAC, Fonds Dyson, volume 11, dossier 11-16, « Board of Directors Meeting », Notes manuscrites, 13 mars 1969.

Excédés de ne pas pouvoir se faire entendre par le conseil d'administration, quatre travailleurs sociaux de la FCC, tous des gestionnaires, démissionnent en bloc, le 6 juin 1969 : William Dyson, directeur général de la Fédération ; Rolland Hennessey, son adjoint ; James McLaughlin, directeur des Catholic Youth Services, et Ernest MacDonald, directeur des Catholic Family and Children's Services. Deux causes les motivent : l'abandon des réformes promises par le conseil d'administration et le manque de représentativité de ce dernier, composé essentiellement d'hommes d'affaires de Westmount, Ville Mont-Royal et Montréal-Ouest. Quatre jours plus tard, les démissionnaires donnent un ultimatum au conseil d'administration : ils reviendront si la FCC accepte sept revendications, parmi lesquelles la démission du président du conseil d'administration<sup>63</sup>. Ils ont pris soin d'envoyer copie de la lettre à l'évêque auxiliaire Norman Gallagher, ce qui choque grandement les membres du conseil d'administration : « The matter should have been raised with the board prior to alerting the whole Catholic community which couldn't influence decisions, but were understandably upset and concerned<sup>64</sup>. » Cette remarque montre la conception paternaliste de la communauté qu'ont les membres du conseil d'administration, alors qu'ils considèrent que les anglo-catholiques qui ne font pas partie des structures officielles de la Fédération, incluant le clergé, ne devraient pas être mis au courant des difficultés d'une organisation qui est là pour les servir.

Les trois mois qui suivent ces démissions sont très animés, tant dans les médias que dans la communauté et au sein de la FCC. Les membres du conseil d'administration et les démissionnaires communiquent par journaux interposés, échangent des reproches<sup>65</sup>. Au bout d'une semaine, la moitié des employés professionnels de la FCC (des travailleurs et auxiliaires sociaux dont certains sont gestionnaires, la plupart, praticiens) ont rejoint les quatre directeurs démissionnaires<sup>66</sup>. Le reste de la communauté est divisé : les travailleurs sociaux sont-ils des professionnels élitistes qui

63. *Montreal Star*, 12 juin 1969, 3 ; 17 juin 1969, 3.

64. *Montreal Star*, 12 juin 1969, 3.

65. *Montreal Star*, 18 juin 1969, 3, 16. Les membres du conseil d'administration cherchent à ternir la réputation et l'image de Dyson, tandis que ce dernier laisse entendre qu'un million de dollars auraient été engloutis dans une aventure immobilière malheureuse. Il retirera l'allusion par la suite, mais le mal sera fait. Bien que l'institution pour enfants ne sera jamais identifiée en public, le cas est abondamment documenté dans les archives personnelles de Dyson. *Montreal Star*, 8 juillet 1969, 3.

66. *Montreal Star*, 19 juin 1969, 3. Les agences affiliées à la *Federation of Catholic Charities* ne sont pas juridiquement autonomes, contrairement aux agences affiliées à la FOCCE. Les employés des agences anglo-catholiques sont donc concernés de près par ce qui se passe à la FCC.

ne songent qu'à leur statut social, ou souhaitent-ils vraiment voir une meilleure représentation de la communauté anglo-catholique au sein de la FCC? Les membres du conseil d'administration sont-ils des hommes d'affaires élitistes et ultraconservateurs, ou des bénévoles veillant sur le mieux-être des pauvres?

Les documents dont nous disposons – articles de journaux, notes personnelles de William Dyson et quelques pièces de correspondance – tendent à démontrer que les membres du conseil d'administration sont conservateurs. Ils conçoivent leur rôle de la même manière que leurs prédécesseurs des années 1930 : ils accomplissent leur devoir de citoyens aisés et compétents en participant à la distribution de dons charitables. Cette tâche, dans leur esprit, ne revient pas aux pauvres, ni aux femmes ni aux « Néo-Canadiens ». La représentativité de la population ne se mesure pas à l'aune de la diversité des membres du conseil d'administration, mais bien à leur sens des responsabilités, à leurs compétences et, finalement, au fait qu'ils ne sont pas susceptibles d'avoir besoin des services des agences sociales et, de ce fait, sont objectifs. Le président de la FCC affirme, en parlant des candidats qu'il propose au conseil d'administration et qui sont tous des hommes d'origine irlandaise : « the board slate was chosen without racial origin in mind. We simply want good people, ready to work<sup>67</sup> ».

Les chefs de file du mouvement de démission, quant à eux, sont très certainement préoccupés par leur profession : ils ont été embauchés pour réaliser des réformes, amener la Federation of Catholic Charities au même niveau que les meilleurs réseaux d'assistance d'Amérique du Nord, grâce notamment à l'animation sociale. Cependant, leurs préoccupations professionnelles ne les empêchent pas d'avoir des idéaux démocratiques, de souhaiter une réelle représentation de toutes les franges de la communauté catholique anglophone au sein de la FCC. À preuve, lorsque le conseil d'administration accepte de tenir l'assemblée annuelle, à la mi-août, William Dyson propose une liste de quatorze noms pour remplir les postes vacants au conseil d'administration. On y compte trois femmes, dont une Noire, et trois hommes d'origine italienne<sup>68</sup>. On ne saurait entièrement approuver le jugement d'une journaliste du *Montreal Star*, Sheila Arnopoulos, qui voit dans le conflit une querelle d'élite<sup>69</sup>. Aux yeux des travailleurs sociaux et de ceux qui les soutiennent, l'époque où les

67. *Montreal Star*, 13 août 1969, 3.

68. *Montreal Star*, 14 août 1969, 1, 2.

69. *Montreal Star*, 12 septembre 1969, 2.



réseaux d'agences sociales étaient administrés comme des entreprises privées est révolue. En 1969, il est temps que tous aient l'occasion de se prononcer sur la nature des services communautaires, tant dans les agences qu'aux instances de la fédération financière. La confiance ne devrait pas être accordée sur une base de compétences d'affaires, mais selon les principes de la démocratie participative.

Les membres de la communauté anglo-catholique, finalement, ne se contentent pas d'être l'objet de la querelle : ils se mobilisent rapidement, interpellés par les journaux qui rapportent le moindre geste des « charités rebels<sup>70</sup> » et les curés qui se prononcent pour l'un des camps – par exemple, ces prêtres qui assistent à une rencontre des démissionnaires et de membres de la communauté : « “The Federation belongs to us. [...] The board is our servant and it refuses to bend.” “The Board must dialogue with us”<sup>71</sup>. » Rapidement, le courrier des lecteurs du *Montreal Star* est parsemé de textes d'opinion sur la situation. Plusieurs font le geste plus concret de devenir membres cotisants de la fédération ; le nombre de membres passe ainsi de 100 à 2000 en 2 mois<sup>72</sup>. Mille trois cents personnes se présentent à l'assemblée annuelle pour élire les nouveaux membres du conseil d'administration. Des 14 postes disponibles, 13 sont comblés par les candidats de la liste Dyson. C'est donc dire que la communauté s'est sentie interpellée par le conflit et a endossé les revendications des travailleurs sociaux : pour une meilleure représentation de toutes les franges de la communauté dans la FCC, pour une reprise des réformes commencées en 1966.

Le quatorzième « nouveau » membre du conseil d'administration est Charles Doyle, un ancien président<sup>73</sup>. Sa réaction initiale est très négative, et il annonce immédiatement aux médias présents qu'il ne restera pas en poste longtemps : « I can't see how this new board can operate at all. It'll be chaos. » Le lendemain, il retire ses propos, cédant aux pressions d'une cinquantaine d'amis l'ayant supplié de ne pas abandonner la

70. Surnom donné aux travailleurs sociaux démissionnaires dans le *Montreal Star*.

71. *Montreal Star*, 8 juillet 1969, 3 ; souligné dans le texte. Les prêtres cités sont le père Evans (paroisse Holy Cross, Ville Émard) et le père Hilton (St. Joseph's Teachers' College). Par ailleurs, les membres du conseil d'administration cherchent à s'attirer les faveurs du clergé durant le conflit, évoquant l'importance de continuer à financer les agences. BAC, Fonds Dyson, volume 11, dossier 11-14, Lettre de Doyle et J. L. Foley aux prêtres des paroisses anglophones, 16 juillet 1969 ; Lettre de Doyle aux prêtres des paroisses, 17 juillet 1969.

72. *Montreal Star*, 13 août 1969, 3. Pour devenir membre et ainsi obtenir droit de vote lors de l'assemblée annuelle, il suffit de verser dix dollars à la FCC. À cette époque, la communauté compte un peu plus de 100 000 paroissiens anglophones, auxquels il faut ajouter quelque 70 000 Néo-Canadiens. *Le Canada Ecclésiastique*, 1971.

73. *Montreal Star*, 15 juillet 1969, 3.



communauté<sup>74</sup>. Ce revirement ne plaît pas à tous, comme ce lecteur du *Montreal Star* qui aurait préféré que C. Doyle écoute les 678 membres de la FCC qui ont voté pour lui lors de l'assemblée annuelle... À ses yeux, les deux réactions de Doyle – désir de démissionner après l'élection de membres qui ne correspondent pas à ses critères, puis retour à la suite de la demande de son entourage – montrent que le président de la FCC n'est pas prêt à écouter « la communauté » : « The voice of the community has been heard. Surely, realism dictates that the new members be accepted by all<sup>75</sup>. » À la mi-septembre 1969, un semblant d'ordre est restauré. Trois des quatre chefs de file du mouvement donnent leur démission définitive, voyant que leur présence nuit à la réconciliation. Une enquête provinciale est en cours, mais ne donnera pas de résultats tangibles<sup>76</sup>. Les changements ne sont, bien sûr, pas immédiats, mais quelques recommandations du rapport de 1961 sont finalement appliquées en 1970.

Chez les francophones, les tensions se manifestent derrière des portes closes, mais sont de nature similaire à ce qui est observé chez les anglophones. Elles opposent les dirigeants bénévoles de la FOCCF aux travailleurs sociaux du Conseil des Œuvres de Montréal (COM), une agence fondée en 1934 pour coordonner les agences membres de la FOCCF et voir à la création des services nécessaires à la communauté. D'abord dirigé par Hugues Lemoyne de Martigny, un ancien militaire devenu courtier en bourse, l'organisme devient la chasse gardée de travailleurs sociaux dès 1938<sup>77</sup>. Rapidement, le COM joue le rôle d'intermédiaire entre la FOCCF et les agences sociales, tout en évaluant constamment les besoins de la communauté et les services qui lui sont offerts. Par exemple, au cours des années 1940, le directeur du COM assiste et participe aux réunions du comité des budgets de la Fédération et les dirigeants de cette dernière s'habituent à lui demander toutes sortes de services et d'enquêtes<sup>78</sup>. Or, le Conseil des Œuvres bouillonne d'activité durant les années 1960, et pas toujours au service de la FOCCF. Il collabore à la rédaction

74. *Montreal Star*, 14 août 1969, 1, 2; *Montreal Star*, 15 août 1969, 1.

75. *Montreal Star*, 19 août 1969, 8.

76. Le ministre de la Famille et du Bien-être social, Jean-Paul Cloutier, se déclarera simplement « satisfait » de l'enquête à la mi-novembre. *Montreal Star*, 12 novembre 1969. Nous n'avons pas retrouvé le rapport en question et les médias semblent s'être désintéressés de la controverse.

77. *Lovell's Montreal Directory*, éditions de 1922-1923 à 1934-1935. L'année 1938 marque le retour de l'Université catholique de Washington de trois prêtres nouvellement formés en service social : Lucien Desmarais, Émile Bouvier et Gerald Berry. L.-H. Groulx, titre abrégé *op. cit.*

78. AC, Fonds FOCCF, boîte 66, chemise 820, Comité Allocations et Relations avec organismes, livre des procès-verbaux du comité des budgets, 1941-1948.

du mémoire *Une politique sociale pour le Québec*, à l'intention de la commission Castonguay-Nepveu.

À partir de 1963, il jette les bases de l'animation sociale, d'abord dans le quartier Saint-Henri, puis ailleurs à Montréal<sup>79</sup>. L'animation sociale est alors une approche nouvelle de l'assistance, qui vise à mobiliser les citoyens pour une cause commune, habituellement l'amélioration de leur milieu de vie commun : écoles, parcs, logements. Les travailleurs sociaux ont la responsabilité de démarrer ces projets, dont l'objectif à long terme est une plus grande démocratie locale et la prise de parole et de pouvoir des résidents des zones défavorisées. L'animation sociale devient un élément important du COM, qui met rapidement sur pied un Service d'animation sociale<sup>80</sup>. En partie en réponse à un rapport de la Fédération des travailleurs du Québec de 1965, *La troisième solitude*, en partie dans le cadre des activités d'animation sociale, le Conseil des Œuvres réalise aussi une recherche et un rapport donnant les grandes lignes des problèmes sociaux et une stratégie de guerre à la pauvreté pour Montréal, intitulé *Opération : rénovation sociale*. En 1965, il approche la Commission des écoles catholiques de Montréal pour mettre sur pied le Projet d'adaptation sociale et scolaire, expérience qui sera richement documentée dans le film de Michel Régnier, *L'École des autres*<sup>81</sup>. À travers ces recherches et ces projets, le COM se rapproche de plus en plus du Montreal Council of Social Agencies (MCSA), pilotant un projet conjoint d'animation sociale au centre-ville

79. Le projet initial, dans Saint-Henri, et ses successeurs ont été bien documentés dans les écrits de Michel Blondin, un des premiers animateurs sociaux et, éventuellement directeur du nouveau service d'animation sociale du COM. Voir Michel Blondin, « L'animation sociale en milieu urbain : une solution », *Recherches sociographiques*, 6,3 (1965) : 283-304 ; « Notes sur l'animation sociale en milieu urbain », *Les Cahiers de l'ICEA* (1967) ; *L'animation sociale : sa nature et sa signification au Conseil des Œuvres de Montréal* (Montréal, Conseil des Œuvres de Montréal, 1967), 17 f. ; *L'animation sociale, telle qu'élaborée et mise en œuvre au Conseil des Œuvres de Montréal* (Montréal, Conseil des Œuvres de Montréal 1968), 42 p., traduit par le Conseil canadien du bien-être sous le titre « *Animation sociale* » as developed and practised by le Conseil des Œuvres de Montréal (1968), 22 f. ; « Vie urbaine et animation sociale », *Recherches sociographiques*, 9,1-2 (1968) : 111-119.

80. L'animation sociale n'est cependant pas promise à un brillant avenir : sa politisation au niveau municipal et l'étatisation de l'assistance dans les années 1970 mèneront à son déclin. Cependant, les acteurs ici en cause ne le savent pas encore et il ne faudrait pas diminuer l'importance de l'animation sociale dans les tensions et débats analysés. AC, Fonds FOCCF, boîte 73, chemise 718, Michel Blondin, « L'animation sociale, telle qu'élaborée et mise en œuvre au Conseil des Œuvres de Montréal » (Montréal, Conseil des Œuvres de Montréal, octobre 1968), 42 f. ; Donald McGraw, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)* (Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978), 53-59 ; Collectif CourtePointe, *Un quartier, des femmes, une histoire communautaire* (Montréal, Éditions du remue-ménage, 2006), 43-50.

81. *L'École des autres*, film de l'ONF réalisé par Michel Régnier, 1968.

de Montréal, le Plan d'aménagement social et urbain, et travaillant, dès 1964, à la fusion des deux organismes, qui sera réalisée en 1968<sup>82</sup>.

« Et nous ? » semblent se dire les membres du comité exécutif de la Fédération. Les réunions du comité exécutif de 1966 sont parsemées de références à des petits conflits entre la FOCCF et le COM : on fait des demandes au Conseil des Œuvres qui tardent à être traitées, on trouve certains comportements cavaliers, on doit souvent relancer les dirigeants de l'organisme sur des questions de routine. On se méfie du projet de fusion avec le MCSA<sup>83</sup>. De toute évidence, les membres du comité exécutif sont mécontents de l'explosion des activités (et des demandes financières répétées) du Conseil des Œuvres de Montréal. En janvier 1967, une rencontre formelle est organisée entre les dirigeants (bénévoles et salariés) des deux organismes au Club Saint-Denis, lieu de création de la Fédération. La Fédération reproche au Conseil des Œuvres de ne pas lui consacrer assez de temps – après tout, le COM est une création (pour ne pas dire une créature) de la Fédération, il est à son service. Le Conseil des Œuvres, quant à lui, affirme appartenir à la communauté montréalaise et non seulement à la Fédération : elle est une « cliente » parmi d'autres, à qui le Conseil rend service de temps à autre. Le Conseil des Œuvres, qui agit de manière indépendante de la Fédération depuis au moins le début des années 1960, revendique son autonomie pleine et entière. Dans le court bras de fer qui s'ensuit, la FOCCF affirme son autorité en rappelant son pouvoir financier sur le COM, une tactique déjà utilisée dans le passé<sup>84</sup>. La Fédération reconnaît l'autonomie du Conseil des Œuvres, mais son statut de principal bailleur de fonds s'accompagne du statut de « client jouissant d'une priorité en tout temps dans ses demandes<sup>85</sup> ». Cet épisode

82. AC, Fonds FOCCF, boîte 54, chemise 622. Conseil des Œuvres de Montréal, Assemblée annuelle 1966, rapport du directeur, 8 juin 1966, 7. Le rapport est signé Pierre Laplante. L'organisme fusionné est le Conseil de développement social du Montréal métropolitain.

83. AC, Fonds FOCCF, boîte 54, chemise 754, réunions du comité exécutif, réunion du 17 octobre 1966.

84. AC, fonds FOCCF, boîte 54, chemise 622, Lettre de Pierre Laplante à Gérard Frigon, 30 janvier 1967 ; « Rapport de M. Paul Vaillancourt, Jr., découlant de la rencontre de la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises avec le Conseil des Œuvres de Montréal ainsi que des rapports de messieurs Pierre Laplante et Gérard Frigon », 24 février 1967, 3.

85. AC, fonds FOCCF, boîte 54, chemise 622, « Rapport de M. Paul Vaillancourt, Jr., découlant de la rencontre de la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises avec le Conseil des Œuvres de Montréal ainsi que des rapports de messieurs Pierre Laplante et Gérard Frigon », 24 février 1967, 5. Il conclut son rapport en rappelant au Conseil des Œuvres de respecter l'échelle des salaires déterminée par la Fédération, car il semblerait que les employés du COM soient trop bien payés par rapport aux employés des autres agences. Le comité exécutif, quelques mois auparavant, n'avait pas caché son agacement face aux salaires de trois employés du COM, dont

des relations entre le COM et la FOCCF montre que les dirigeants de la FOCCF sont bien prêts à prendre le virage communautaire en finançant quelques expériences d'animation sociale, mais sous certaines conditions. Dans les faits, les dirigeants de la Fédération sont plus intéressés par le rôle du COM dans la gestion de l'assistance que par ses initiatives communautaires. L'orage passera rapidement au-dessus du COM et de la FOCCF, mais trouvera sa solution définitive seulement deux ans plus tard, lorsque la Fédération crée son propre service de recherche<sup>86</sup>.

À l'automne 1969, un incident montre que les dirigeants de la Fédération ont finalement accepté certains changements en ce qui concerne le rôle de « la communauté » dans les services de bien-être social. Dans la paroisse Sainte-Cunégonde (sud-ouest de Montréal), un groupe de citoyens souhaite former une association de clients de la Société de Saint-Vincent de Paul (SSVP), ce que la conférence paroissiale a refusé. En effet, à cause des règles d'anonymat de la Société, une association de clients n'est absolument pas envisageable. Le curé de Sainte-Cunégonde s'en mêle, prenant parti pour les citoyens souhaitant s'exprimer et participer aux activités régulières de la SSVP. Il va même jusqu'à accuser la SSVP d'entretenir la pauvreté par manque d'ouverture. À terme, la FOCCF est mise au courant du conflit et tranche en faveur des citoyens, en leur accordant la subvention qui devait être remise à la SSVP paroissiale. Cette dernière est ainsi remplacée par l'Association coopérative des services communautaires, qui s'occupe de dépanner les familles pauvres, tient un magasin d'alimentation à prix modique et un service de prêts à court terme :

La grande réussite de l'Association est sans doute la nouvelle participation des citoyens à l'élaboration des politiques d'un organisme qui les touche de près. Et en ces temps où l'on parle beaucoup de participation et où finalement il s'en fait très peu, l'expérience de Sainte-Cunégonde aura sûrement des répercussions ailleurs<sup>87</sup>.

Ce respect de la volonté communautaire qui a amené la FOCCF à se positionner contre la SSVP, agence vénérable s'il en est une, montre le chemin parcouru depuis la querelle entre les dirigeants du Conseil des Œuvres et le comité exécutif de la Fédération. Au lieu de chercher à

Françoise Marchand. AC, Fonds FOCCF, boîte 68, chemise 754, Procès-verbaux du comité exécutif, réunion du 8 août 1966.

86. AC, Fonds FOCCF, Boîte 68, chemise 754, Procès-verbaux du comité exécutif, réunion du 31 mars 1969.

87. *La Presse*, 20 octobre 1969; article tiré des dossiers de presse des archives de Montréal, bobine 232, dossier D1585.30, numéro de page inconnu.

maintenir le réseau tel qu'il était dans les années 1950, c'est dorénavant à la Fédération à adapter ses services et ses modes de financement aux initiatives locales. La mésentente entre la FOCCF et la SSVP est notoire et remonte à 1934, année de l'adhésion presque forcée de cette dernière à la nouvelle fédération. Si les relations sont rarement sereines entre les deux organisations, les tensions ne sont pas constantes, ni statiques durant les quatre décennies que dure leur association. Durant les années 1950 et 1960, FOCCF et SSVP vont plutôt faire front commun face aux gouvernements municipal et provincial dans le dossier de l'assistance publique. L'épisode de Sainte-Cunégonde s'inscrit ainsi dans les débats sur l'approche communautaire, plus que dans les querelles supposées entre la SSVP et la FOCCF. Le fait que le curé de la paroisse s'oppose à la Saint-Vincent de Paul, dans ce dossier, mérite au moins autant d'attention<sup>88</sup>. Dans un contexte où la fusion des campagnes de financement, à partir de 1968, enlève à la Fédération tout un pan de ses activités, et où le gouvernement provincial montre sa volonté de prendre en charge presque l'entièreté des services sociaux, la reconnaissance du rôle de toutes les franges de la communauté a peut-être semblé plus sûre.

Dans les deux communautés catholiques, les hommes d'affaires voient leur autorité contestée par des travailleurs sociaux. S'opposent des conceptions différentes de l'assistance, de la démocratie, de la communauté et de l'autorité. Les dirigeants des fédérations estiment que les groupes desservis par les agences sociales n'ont pas de rôle à jouer dans leur gestion, la définition de leur mission ou encore les méthodes mises en œuvre, car ils n'ont pas l'expertise objective pour le faire. La rationalité, la transparence et l'organisation bureaucratiques qui en ont fait les « sauveurs » de la charité dans les années 1930 n'ont plus la même résonance dans les années 1960. Désormais, les valeurs mises de l'avant par ces hommes d'affaires sont vues comme étant exclusives et paternalistes et les travailleurs sociaux leur opposent la démocratie participative, une expertise qui tiendrait compte des besoins et solutions exprimés par toutes les franges de la communauté. Aux yeux de ces derniers, les experts doivent être en lien constant avec tous les acteurs concernés par leurs activités, dans une relation plus égalitaire. Le travail social doit ouvrir la porte à

88. Au sujet des tensions initiales entre la SSVP et la FOCCF, voir Robert Rumilly, *La plus riche aumône* (Montréal, Éditions de l'Arbre, 1946), 180 et ss. Pour un exemple de collaboration entre la Société de Saint-Vincent de Paul et la Fédération des Œuvres, voir AC, Fonds FOCCF, boîte 44, chemise 687, Conseil des Œuvres de Montréal, *Assistance financière à domicile de la Société Saint-Vincent de Paul et du Service de Bien-Être de la Ville de Montréal*, avril 1961.

l'animation sociale et les gestionnaires doivent accepter la participation d'acteurs diversifiés, n'appartenant pas tous au groupe restreint des leaders des finances, du commerce et de l'industrie. Il n'est probablement pas innocent qu'au tournant des années 1970, une première femme, Yvonne Raymond, soit nommée directrice de la FOCCE, alors que d'autres femmes et des hommes d'origine italienne sont élus au conseil d'administration de la FCC (dans la foulée de la grève de 1969)<sup>89</sup>.

## CONCLUSION

En considérant les deux moments individuellement, on observe surtout la masculinisation durant les années 1930 et l'affirmation des « nouveaux » experts durant les années 1960 – ce qui, en soi, serait faux, l'expertise des travailleurs sociaux étant déjà établie dans les années 1950 dans ces organisations. En élargissant la perspective pour englober ces deux moments dans le récit de la réorganisation de l'assistance privée au xx<sup>e</sup> siècle, on se rend compte qu'ils sont les manifestations de deux glissements dans la conception de l'autorité et de l'expertise dans le domaine de l'assistance. Le premier tiers du xx<sup>e</sup> siècle voit des femmes de l'élite poursuivre les efforts philanthropiques amorcés des décennies auparavant, en tâchant toutefois de les rationaliser. Cette rationalisation est consacrée par l'entrée en scène des hommes d'affaires, qui implantent des méthodes bureaucratiques pour collecter des fonds et coordonner le fonctionnement des agences sociales en place, à partir des bureaux des fédérations financières. À la fin des années 1960, une nouvelle génération de travailleurs sociaux masculins souhaite réformer les gens et les structures en place, en faisant une place à la démocratie participative.

Les deux transitions sont genrées et la question de la marginalisation des femmes de lieux de pouvoir traditionnels est encore à investiguer. La disparition des femmes bénévoles des postes de direction et la tendance, chez les travailleuses sociales professionnelles, à être confinées à la pratique plutôt qu'à la gestion, donnent à penser que chez les catholiques montréalais, la réorganisation de l'assistance est un processus essentiellement masculin. Cependant, une étude qui ne tiendrait compte que de cette facette serait trompeuse, car d'autres forces sont à l'œuvre, des

89. Sur la contestation d'un modèle « ancien » de masculinité, voir C. Dummitt, *The Manly Modern...*, op. cit., 140-146; *Montreal Star*, 13 août 1969, 3; AC, fonds FOCCE, boîte 53, chemise 621, réunion du conseil d'administration du Conseil des Œuvres de Montréal, 3 février 1965; *Ensemble!*, juillet 1971. L'inclusion de gens d'origine non irlandaise était une des revendications des démissionnaires de la FCC.

processus qui dépassent ce contexte particulier et qui affectent d'autres sphères d'activité à la même époque. En fait, l'étude de ces deux moments de la réorganisation de l'assistance à Montréal permet de baliser l'entrée en scène et la contestation de «l'homme de l'organisation». Contrairement aux hommes d'affaires des années 1930, les travailleurs sociaux des années 1960 n'évinceront pas leurs prédécesseurs mais, à terme, négocieront une refonte des relations entre les différents acteurs en place, sur fond d'étatisation et de technocratisation des services sociaux, de syndicalisation des travailleurs sociaux et de diversification du bénévolat. Il reste, pour ajouter un morceau à ce tableau, à retracer ces femmes de l'élite qui ont été évincées de l'assistance. Pour ce faire, l'angle des relations problématiques entre féminité et modernité serait peut-être à privilégier : bureaucratie et rationalité seraient-elles conçues comme incompatibles avec féminité ? Si c'est le cas, la contestation de la bureaucratie d'affaires, observée à la fin des années 1960, annonce-t-elle le retour de ces actrices importantes de la charité traditionnelle ?